

Maitre d'Ouvrage :

Université Grenoble Alpes
DGD PAT - Direction de la programmation et des
projets immobiliers
38058 GRENOBLE CEDEX 9



Réaménagement et réhabilitation thermique des bâtiment Stendhal F et H

ADRESSE :
1180 Avenue centrale
38610 GIERES

Architecte Chabal Architectes
8 Rue Charles Testoud
38000 GRENOBLE
Tel : 04 76 47 00 76
Email : chabal-architectes@chabal.fr

BE Fluides CET
47 Chemin de la Taillat BP117
38243 MEYLAN
Tel : 04 76 90 62 18
Email : contacts@be-cet.fr

CCTP Ind. 6

**Lot N°00 PRESCRIPTIONS
COMMUNES**

Date : 05/02/2026

Phase : DCE

Economiste : PE2C
415 C Rue Paul Bert
38140 IZEAUX
Tel : 04 76 37 48 86
Email : philippe@pe2c.fr



Sommaire

00-1 Description du projet	2
00-1 1 Présentation du projet	2
00-1 2 Situation de l'opération - conditions climatiques	2
00-1 3 Connaissance des lieux	2
00-2 Prescriptions communes à tous les corps d'état	4
00-2-1 Règles de l'art	4
00-2-1 1 Documents généraux	4
00-2-1 2 Marques et cahiers des charges des fabricants	4
00-2-1 3 Documents écrits et graphiques	4
00-2-1 4 Ouvrages non-écrits explicitement	5
00-2-2 Coordination entre les corps d'état	5
00-2-2 1 Mesures particulières concernant la sécurité et l'hygiène	5
00-2-2 2 Essais et réception des ouvrages	5
00-2-2 3 Réservations, trémies, feuillures, défoncés, percements	5
00-2-2 4 Scelllements, rebouchages, calfeutrements	6
00-2-2 5 Cas particulier du scellement des pièces d'appui d'ouvrages participant à la structure	6
00-2-2 6 Fourreaux	6
00-2-2 7 Incorporation d'éléments dans les structures béton	7
00-2-2 8 Trait de niveau	7
00-2-2 9 Joints de dilatation	7
00-2-2 10 Socles	7
00-2-2 11 Performances d'isolation thermique, acoustique, d'étanchéité et résistance au feu	7
00-2-3 Prescriptions générales	7
00-2-3 1 Prescriptions concernant les produits et matériaux	7
00-2-3 2 Échantillon - essais	9
00-2-3 3 Bruit de chantier	10
00-2-3 4 Protection des ouvrages	10
00-2-3 5 Prestations à la charge des entreprises	11
00-2-3 6 Remise en état des lieux	11
00-2-3 7 Obligations de l'entrepreneur	11
00-2-3 8 Contrôle et réception des matériaux sur chantier	12
00-2-3 9 Obligation de résultat	12
00-2-3 10 Prix du marché	12
00-3 Réhabilitation - Prescriptions particulières concernant les travaux de réhabilitation	13
00-3 1 Reconnaissance des existants	13
00-3 2 Protections des ouvrages existants	13
00-3 3 Mesures de conservation des ouvrages existants	14
00-3 4 Mesures de conservation des abords	14
00-3 5 États des lieux	14
00-3 6 Dimensions des existants	14
00-3 7 Travaux de dépose et de démolition	15
00-3 8 Matériaux et matériels de récupération	15
00-3 9 Stockage de matériaux dans l'existant	15
00-4 Prescriptions spécifique au chantier	16
00-4 1 Calendrier prévisionnel d'exécution	16
00-4 2 Réunions de chantier - OPC - Synthèse	16
00-4 3 Rapport amiante	17
00-4 4 DOE	17
00-4 5 Gestion des déchets de chantier	18

00-1

Description du projet

00-1 1

Présentation du projet

L'opération se situe sur la Commune de Gières dans le Département de l'ISERE (38) et consiste en la réhabilitation des bâtiments de l'université Stendhal, géré par l'Université Grenoble Alpes sur le Campus universitaire.

Cette opération s'insère dans l'opération Stendhal Smart Campus et comprend la réhabilitation énergétique et fonctionnelle des bâtiment F et H.

Dans le cadre de cette opération, le maître d'ouvrage souhaite réaliser des travaux de plus grande envergure au sein des bâtiments F et G avec :

- La réhabilitation fonctionnelle des locaux
- La réhabilitation des revêtements intérieurs, sols, murs et plafonds
- Un renforcement de l'enveloppe thermique (changement des menuiseries extérieures et isolation intérieure des façades)
- Un remplacement complet des corps de chauffe
- La mise en place d'un renouvellement d'air de type double flux pour l'ensemble des bureaux, salle d'enseignement et salle de réunion

Classement de l'établissement :

Les bâtiments sont classés en ERP de 1ère catégorie de type R (enseignement) et L (salles de conférences ou à usages multiples)

Locaux à risques moyens :

Bâtiment H :

R+1 : Local Rangement

Bâtiment F :

R+2 : Salle de documentation ; Local ménage ; Archives / inscriptions F205

R+3 : Local ménage

00-1 2

Situation de l'opération - conditions climatiques

L'ouvrage est prévu sur la commune de Gières (38 - Isère)

Canton : Saint-Martin-d'Hères

Altitude du projet : 210.00 m environ

Les conditions climatiques sont établies comme suit :

Neige : zone C2

Vent : zone 1

Sismicité : zone 4, bâtiment de classe III

Zone de concomitance vent-pluie : Zonage harmonisé VP1

Zone climatique : H1c

00-1 3

Connaissance des lieux

Par le fait d'avoir remis leur offre, les entrepreneurs sont réputés :

- s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc...
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations

Les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant

en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

00-2 Prescriptions communes à tous les corps d'état

00-2-1 Règles de l'art

00-2-1 1 Documents généraux

L'entreprise devra la réalisation conformément à l'ensemble du Cahier des Clauses Techniques Générales, des normes françaises et européennes, DTU, règles de calcul, cahiers des prescriptions techniques établis par les groupes spécialisés du CSTB, règles professionnelles et règles de l'art en vigueur.

Tous les produits non traditionnels devront bénéficier d'un Avis Technique à caractère favorable et en cours de validité, d'un cahier des charges approuvé par un organisme de contrôle ou faire l'objet d'une procédure d'ATEX (appréciation technique d'expérimentation) et bénéficier de l'acceptation en garantie de la commission technique des assurances.

00-2-1 2 Marques et cahiers des charges des fabricants

Les spécifications techniques des marques indiquées dans les CCTP sont proposées aux entrepreneurs, en vue de définir, par un exemple, le type de prestations souhaitées. Les entreprises doivent en tenir compte dans leurs prix. Cependant d'autres produits, matériaux, appareils, etc... de caractéristiques techniques et architecturales équivalentes (aspect, techniques, maintenance, performances, sécurité incendie, acoustique, etc...) pourront toujours être proposés par l'entreprise avec les pièces justificatives telles que : Documentation, PV, avis technique, ATEX, catalogue, garantie, caractéristiques diverses, etc...

Chaque fois que le fabricant d'un produit ou équipement a publié un Cahier des Charges, des recommandations ou des prescriptions d'emploi, l'entrepreneur devra suivre ces documents pour la mise en œuvre du produit ou du matériel.

D'une façon générale, il est indiqué que tous les matériaux concernés par les présentes prescriptions, devront être présentés par les entrepreneurs avec tous les échantillons, procès-verbaux, documentations et justifications nécessaires. En cas d'insuffisance de renseignements, le Maître d'œuvre ou le bureau de contrôle pourront demander à l'entrepreneur et à la charge de celui-ci tous essais ou calculs par un laboratoire ou spécialiste agréé.

Toutes les réceptions, pour les corps d'état concernés par les présentes prescriptions, comprendront des essais de contrôle destinés à vérifier la qualité des matériaux et matériels utilisés, et de leur mise en œuvre. Les frais relatifs à ces essais sont à la charge des entrepreneurs concernés.

00-2-1 3 Documents écrits et graphiques

Les plans et les CCTP se complètent réciproquement sans que les entrepreneurs puissent faire état après remise et réception de leurs offres d'une discordance éventuelle qu'ils n'auraient pas signalée en temps utile ; ils devront prévoir dans leur prix le montant des travaux indispensables à la terminaison des bâtiments dans l'ordre général et par analogie avec ce qui est décrit en accord avec le Maître d'œuvre.

Les entrepreneurs sont tenus de vérifier, avant toute exécution, les côtes figurant aux dessins et de signaler au Maître d'œuvre les erreurs qui pourraient être constatées. Aucune côte ne devra être mesurée sur plan en vue d'exécution.

Les entrepreneurs sont tenus de signaler par écrit au Maître d'œuvre, les discordances qui pourraient éventuellement exister entre les CCTP et les ouvrages à exécuter et qui seraient de nature à nuire à la parfaite réalisation de leurs propres réalisations.

Dans le même esprit, si certaines dispositions des plans et des CCTP soulèvent des divergences d'interprétation, les ouvrages seront exécutés conformément aux éléments techniques de référence et aux décisions du Maître d'œuvre sans entraîner pour autant des modifications au prix global forfaitaire des marchés.

La DPGF - Décomposition du Prix Global et Forfaitaire - a pour objet la fixation du prix global et forfaitaire de l'ensemble des ouvrages et travaux nécessaires pour la réalisation des travaux définis par les plans et le devis descriptif quantitatif.

Les soumissionnaires vérifieront pour chaque article, les quantités portées sur le présent quantitatif et de ce

fait, prendront l'entière responsabilité des quantités indiquées et devant servir à l'établissement du montant forfaitaire des travaux.

La liste des articles portés sur ces DPGF n'est pas limitative, et, si, à l'occasion de leur reconnaissance du terrain et de l'étude du dossier, ils constataient la nécessité de certains travaux non explicitement prévus dans la présente décomposition, mais indispensables pour la réalisation complète des travaux tels que définis par les plans et le devis descriptif quantitatif, l'entreprise est invitée à en faire la remarque sur la plateforme dédiée. En effet, ils ne pourraient par la suite demander pour l'exécution de ces travaux aucune plus-value au montant global et forfaitaire du marché.

Les soumissionnaires indiqueront en regard de chaque article le prix unitaire comprenant les fournitures, la main d'œuvre, les manutentions, les travaux accessoires, les frais généraux, bénéfices et aléas de toute nature, ainsi que toutes les sujétions explicites et implicites des pièces du marché.

00-2-1 4

Ouvrages non-écrits explicitement

Les CCTP décrivent l'essentiel des ouvrages dus par l'Entrepreneur. Même s'il ne définit pas dans le détail des ouvrages tels que façon de baies, de seuils, d'appuis de tableaux, linteaux, feuillures, rekingots, supports, joints, habillages, etc... ces travaux sont compris dans le marché au même titre que les autres ainsi que tous ceux nécessaires à la bonne finition des ouvrages.

La description des ouvrages s'appuie enfin sur une solution technique répondant au programme et coordonnée entre les divers corps d'état. Il appartient en conséquence à l'entrepreneur qui modifierait certains points d'un corps d'état particulier, de prendre à sa charge les incidences éventuelles sur les autres corps d'état.

00-2-2

Coordination entre les corps d'état

L'attention des entreprises est attirée sur les multiples interfaces entre les travaux des corps d'état différents. Les entreprises devront en amont, étudier en détail et avec précision, les interférences entre les divers lots et leur propre lot pour chaque ouvrage ou élément d'ouvrage qui le nécessite. Chaque entreprise devra prendre connaissance de l'étendue des travaux de l'ensemble des lots.

00-2-2 1

Mesures particulières concernant la sécurité et l'hygiène

Le coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (SPS) est M. Alexandre de la société Apave, disponible aux coordonnées suivantes :

Tel : 06 28 49 28 79

Mail : francisco.alexandre@apave.com

Dans le cas où une prestation imposée à une entreprise ou un groupe d'entreprises par le P.G.C.S.P.S. ou par le coordonnateur SPS pendant le déroulement du chantier, qui ne serait pas mise à la charge d'un lot dans une des pièces de la consultation, cette prestation devra être incluse dans son prix par la ou les entreprises concernées.

00-2-2 2

Essais et réception des ouvrages

L'entreprise doit tous les contrôles et essais contractuels prévus par la réglementation ou complémentaires demandés par la maîtrise d'œuvre et le contrôleur technique. Ces contrôles et essais sont à la charge de l'entreprise.

Une réception contradictoire des supports sera réalisée par les entreprises concernées.

Les conditions de réception générale des ouvrages sont définies au CCAP de l'opération.

00-2-2 3

Réservations, trémies, feuillures, défoncés, percements

Dans les ouvrages en béton et en maçonnerie

L'entrepreneur de Gros-œuvre est tenu d'exécuter dans ses ouvrages et dans les ouvrages existants toutes les réservations, feuillures, trémies, défoncés... nécessités tant par les travaux de son activité que par ceux des autres corps d'état.

A cet effet, les entrepreneurs des différents corps d'état devront remettre en temps utile, suivant calendrier prévisionnel d'exécution, et en tout état de cause au plus tard un (1) mois après le démarrage du chantier, leurs plans de trémies, passages, niches, feuillures...

Ces plans comporteront obligatoirement :

- les dimensions des réservations en cotes brutes
- les implantations de ces réservations par rapport à des nus d'ouvrages ou à des axes de référence

Ces plans seront remis à la personne chargée des plans d'exécution qui reportera les indications qui y sont contenues sur ses propres plans.

Toutes ces réservations seront exécutées sous la responsabilité de l'entrepreneur intéressé qui devra vérifier sur place qu'elles ont été correctement réalisées.

En cas de non-observation des prescriptions précédentes ou de modification dans les réservations, les percements seront obligatoirement exécutés par l'entrepreneur de Gros-œuvre et sous sa responsabilité, mais aux frais de l'entrepreneur intéressé.

Dans le cas où des trous et scellements effectués après coup entraîneraient la dégradation d'un équipement ou d'un revêtement, les frais de reprise et raccords seront également à la charge de l'entreprise pour laquelle ces trous et scellements auront été exécutés.

Dans les cloisons sèches : chaque entrepreneur réalise ses propres percements.

Au cas où des dégradations seraient constatées, les reprises seront effectuées par l'entreprise du lot
Doublage - Cloison, à la charge du corps d'état intéressé.

00-2-2 4

Scellements, rebouchages, calfeutrements

Chaque entrepreneur doit assurer la mise en place de ses ouvrages, leur réglage et leur calage.

Dans les ouvrages en béton et en maçonnerie, tout scellement, rebouchage ou calfeutrement au mortier sera assuré par l'entreprise de Gros œuvre, suivant tracé de l'entrepreneur concerné, ainsi que les calfeutrements au mortier et les raccords nécessaires, et ce, à ses frais. Tout autre type de scellement sera à la charge de l'entrepreneur concerné.

Dans les cloisons et doublages, les scellements, rebouchages et calfeutrements seront effectués par l'entreprise intéressée avec des matériaux de même nature que la cloison.

Pour les séparatifs en blocs de béton creux et en cloison en carreaux de terre cuite des locaux à fortes et très fortes hygrométries, EB+ privatif, EB+ collectif et EC+, les rebouchages devront être réalisés avec un mortier à base de ciment et de charges minérales. Aucun rebouchage ne devra être réalisé au plâtre ou avec des produits à base de plâtre.

Dans les ouvrages de cloisons et doublages, les raccords de scellement, rebouchage ou calfeutrement qui ne seraient pas correctement exécutés seront repris par l'entreprise du lot Doublage - Cloison, à la charge du corps d'état intéressé.

00-2-2 5

Cas particulier du scellement des pièces d'appui d'ouvrages participant à la structure

Le scellement de ces pièces d'appui participant à la structure est à réaliser par l'entreprise de Gros œuvre mais l'entrepreneur du corps d'état concerné gardera la responsabilité de leur exécution qui sera faite sous sa direction.

Il fournira en temps utile à l'entreprise de Gros œuvre, toutes les pièces destinées à être scellées dans les ouvrages en béton, telles que tiges de scellement, platines, etc... , de façon à permettre le montage directement et normalement de ses ouvrages.

L'entrepreneur du lot concerné s'engage à prévoir autant que de besoin sur le chantier, un de ses représentants chargé contradictoirement du contrôle d'implantation des pièces destinées à être scellées dans les réservations des ouvrages en béton ou en maçonnerie ; aucune réclamation ne sera admise.

00-2-2 6

Fourreaux

Dans tous les éléments de structure ou de cloisons, chaque entrepreneur doit la mise en place de fourreaux pour assurer le passage de ses canalisations.

L'entrepreneur devra araser ses fourreaux à 25 mm des nus finis des ouvrages traversés et le calfeutrement entre fourreaux et canalisations, sera réalisé par des produits assurant l'étanchéité. Ce produit devra être

compatible avec les exigences :
de stabilité dans le temps
d'efficacité acoustique
de comportement au feu
de classement des locaux en fonction de l'exposition à l'humidité des parois

00-2-2 7 **Incorporation d'éléments dans les structures béton**

La fourniture et la mise en place d'éléments divers tels : gaines, fourreaux, tubes, rails d'ancrage, douilles... avant coulage sont à la charge de chaque entrepreneur ainsi que la surveillance de leur bonne tenue au cours des opérations de coulage et de décoffrage, l'entreprise de Gros œuvre devant apporter tous ses soins à la bonne conservation de ces éléments pendant toute la durée de ces travaux.

00-2-2 8 **Trait de niveau**

Le trait de niveau sera tracé et entretenu par l'entrepreneur de Gros œuvre. Il sera reporté ou tracé autant de fois qu'il sera nécessaire jusqu'à la fin du chantier, sans que l'entrepreneur puisse prétendre à une indemnité ou à l'incorporer au compte "prorata".

L'entrepreneur veillera à ne pas tracer le trait de niveau avec un produit qui puisse apparaître au travers des revêtements de finition des futurs murs.

00-2-2 9 **Joints de dilatation**

Les entrepreneurs devront tenir compte pour leurs ouvrages de toutes sujétions dues à la présence des joints de dilatation indiqués sur les plans.

00-2-2 10 **Socles**

Les corps d'état concernés (plomberie, chauffage...) devront la fourniture au maçon des blocs de produits résilients ou plots anti-vibratiles, à placer sous les massifs en béton armé (qui seront réalisés par l'entreprise de Gros-œuvre). Ces produits ainsi que l'épaisseur du socle lui-même devront faire l'objet d'une étude détaillée par l'entreprise du corps d'état concerné et tenant notamment compte des contraintes acoustiques.

00-2-2 11 **Performances d'isolation thermique, acoustique, d'étanchéité et résistance au feu**

L'obtention de ces performances qui constitue une obligation contractuelle sera le fruit d'une coordination rigoureuse des études et de la mise en œuvre impliquant pour l'ensemble des entreprises une parfaite connaissance du projet.

Cette obligation de résultat concerne non seulement les entreprises responsables des ouvrages visés par ces performances mais également celles qui mettent en œuvre des éléments ou matériels s'incorporant à ces ouvrages.

00-2-3 **Prescriptions générales**

00-2-3 1 **Prescriptions concernant les produits et matériaux**

Règlement européen Produits de construction - Marquage CE

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs. Transposées en droit français, leurs exigences deviennent alors applicables dans le cadre de la réalisation de travaux du présent marché.

Le Règlement Produit de Construction (RPC, règlement (UE) n° 305/2011) s'applique à un produit de construction lorsqu'il est mis à disposition sur le marché, ce qui signifie fourni sur le marché de l'Union dans le cadre d'une activité commerciale (à titre onéreux ou gratuit).

Les exigences relatives à un produit de construction sont précisées dans des spécifications techniques harmonisées. Ces spécifications techniques harmonisées sont :

- les normes harmonisées
- les documents d'évaluation européens

Le RPC impose que tout produit de construction, lors de sa mise à disposition sur le marché, conforme à une norme harmonisée ou à une Évaluation Technique Européenne dont il a fait l'objet à la demande du fabricant, fasse l'objet de l'établissement d'une déclaration de performances et soit marqué CE. Le fabricant s'engage sur la performance de son produit.

Toutes les caractéristiques essentielles requises pour la démonstration de la satisfaction des exigences fondamentales applicables à l'ouvrage en application des réglementations le concernant seront déclarées et

leur niveau ou classe de performance associé sera conforme ou à minima celui de l'exigence réglementaire applicable.

Dans le cas d'un produit de construction pas couvert ou pas totalement couvert par une norme harmonisée, le fabricant peut demander une Évaluation Technique Européenne (ETE). La démarche est alors volontaire ; par contre, une fois l'ETE obtenue, le fabricant devra établir une déclaration de performance et marquer CE ce produit.

L'entrepreneur aura le choix entre des produits bénéficiant d'une déclaration de performance et marqués CE et des produits ne relevant pas de cette disposition. Dans tous les cas, il devra choisir un produit ayant des performances adaptées à l'ouvrage qu'il doit réaliser.

Les dérogations à l'établissement d'une déclaration de performances font l'objet de l'article 5 du règlement (UE) n° 305/2011 : « Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, et en l'absence de dispositions nationales ou de l'Union exigeant la déclaration des caractéristiques essentielles là où il est prévu que les produits de construction soient utilisés, un fabricant peut s'abstenir d'établir une déclaration des performances lorsqu'il met sur le marché un produit de construction couvert par une norme harmonisée, lorsque :

le produit de construction est fabriqué individuellement ou sur mesure selon un procédé autre que la production en série, en réponse à une commande spéciale, et est installé dans un ouvrage de construction unique identifié, par un fabricant qui est responsable de l'incorporation en toute sécurité du produit dans les ouvrages de construction, dans le respect des règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;

le produit de construction est fabriqué sur le site de construction en vue d'être incorporé dans l'ouvrage de construction respectif conformément aux règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;

le produit de construction est fabriqué d'une manière traditionnelle ou adaptée à la sauvegarde des monuments selon un procédé non industriel en vue de rénover correctement des ouvrages de construction officiellement protégés comme faisant partie d'un environnement classé ou en raison de leur valeur architecturale ou historique spécifique, dans le respect des règles nationales applicables ».

En conséquence, la déclaration de performance et le marquage CE ne sont pas requis pour une partie d'ouvrage élémentaire façonnée par l'entrepreneur qui la met en œuvre lui-même sur site.

Les éléments d'information nécessaires à la mise en application du marquage CE en lien avec le RPC sont disponibles sur le site www.rpcnet.fr.

Produits et procédés innovants

Appréciation technique d'expérimentation (ATex) :

L'ATex est une procédure rapide d'évaluation technique formulée par un groupe d'experts sur tout produit, procédé ou équipement ne faisant pas encore l'objet d'un Avis Technique, afin de faciliter la prise en compte de l'innovation dans la construction.

Évaluation technique européenne (ETE) :

L'évaluation technique européenne (ETE) a été mise en place par le Règlement Produit Construction. L'ETE est délivrée par un organisme d'évaluation technique, à la demande d'un fabricant (s'il s'agit donc d'une approche volontaire), sur la base d'un document d'évaluation européen élaboré en amont. Si ce document d'évaluation européen existe, l'organisme d'évaluation technique l'utilise comme référentiel pour réaliser l'ETE, sinon, il doit en premier lieu rédiger ce document d'évaluation européen et le faire approuver par les autres organismes d'évaluation technique.

Les caractéristiques essentielles évaluées sont convenues entre le fabricant, pour l'usage prévu du produit, et l'organisme d'évaluation technique. L'ETE entraîne l'établissement d'une déclaration de performance par le fabricant et le marquage CE du produit.

Évaluation Technique Préalable de Matériau (ETPM) :

Il arrive que l'industrie propose un matériau ou un semi-produit innovant qui n'a pas de destination précise dans le bâtiment, mais qui interviendra comme constituant de divers produits, procédés ou équipements entrant dans le domaine de plusieurs Groupes Spécialisés.

Pour pouvoir formuler les Avis Techniques demandés pour ces produits, procédés ou équipements, les Groupes Spécialisés ont besoin de connaître les propriétés attribuables au matériau ou semi-produit nouveau. Mais ils n'ont pas nécessairement la compétence indispensable pour évaluer ces propriétés (de durabilité, par exemple). D'autre part, le souci de cohérence impose que les divers Groupes Spécialisés aient les mêmes bases de travail. C'est pourquoi, dans un tel cas, il est demandé à un Groupe Spécialisé compétent ou à un Groupe ad hoc de procéder, sur le matériau ou semi-produit nouveau, à une évaluation

destinée principalement à constituer la base de travail commune dont auront besoin les Groupes Spécialisés éventuellement concernés ultérieurement. C'est L'ETPM.

Certification et classements de produits :

Démarche volontaire, la certification garantit la constance de la fabrication d'un produit par rapport à des caractéristiques et des performances spécifiques voulues ou définies.

Par l'intervention d'un organisme indépendant, impartial et compétent qui vérifie la régularité et l'efficacité des contrôles effectués par le fabricant, la certification de produit apporte à l'utilisateur :

- la constance de fabrication d'un produit et de ses performances
- la certitude de l'adaptation d'un produit à une utilisation durable donnée
- une réduction de ses contrôles de réception
- une traçabilité permettant des recours éventuels plus aisés

Le classement d'un produit, de ses performances principales, permet de faciliter le choix, fait par le prescripteur, du produit au regard des contraintes ou sollicitations d'usage applicables.

Prescriptions environnementales :

Les prescriptions environnementales concernent ce marché se veulent responsables au regard de l'environnement et/ou de la société.

Des clauses d'obligation de moyens (utilisation de produits éco certifiés ou répondant à certaines normes sociales, environnementales ou éthiques) ou des clauses d'exclusion peuvent figurer dans le descriptif de chaque lot.

Ce marché est soucieux :

- de la restauration, de la protection des milieux naturels et de l'environnement
- de donner du travail à des personnes en situation de handicap ou à des personnes en difficulté sociale. Les critères sociaux sont généralement intégrés dans les chantiers d'insertion ou des chantiers écologiques (type gestion différenciée) permettant, par exemple, un travail manuel plutôt que mécanique ou rejetant les produits chimiques

Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux :

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité.

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à Avis Technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un Avis Technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

00-2-3 2

Échantillon - essais

Les entrepreneurs sont tenus de fournir à dater de l'ouverture du chantier, tous les échantillons d'appareillages et de prototypes qui leur seraient demandés par l'architecte. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés en chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant pour éviter toute substitution.

Ils seront entreposés par les entrepreneurs dans le bureau du maître d'œuvre, où ils demeureront pendant toute la durée du chantier.

Les échantillons sont inscrits sur un registre et numérotés.

Le registre comportera une case réservée à la signature du maître d'œuvre qui sera juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier en accord avec le maître de l'ouvrage.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par la signature ci-dessus visée.

Les échantillons acceptés restent en place au chantier.

Tous les matériaux nouveaux devront être accompagnés obligatoirement de l'avis technique ou de l'ATEX délivré par le C.S.T.B.

Tous les essais prescrits par les CCTP, ceux découlant des spécifications des cahiers du CSTB ou ceux prescrits par l'organisme de contrôle technique intervenant à la demande du maître d'ouvrage sont à la charge de l'entrepreneur et celui-ci doit assurer les transports des échantillons, maquettes ou prototypes de l'atelier au laboratoire ou du chantier au laboratoire sans pouvoir prétendre à une indemnité quelconque. Les frais de laboratoire sont également à la charge de l'entrepreneur.

Le laboratoire et l'ingénieur aptes à effectuer les essais, contrôles et analyses doivent être obligatoirement agréés par le maître d'œuvre et le bureau de contrôle.
De plus, les entreprises devront la fourniture de tout procès-verbal d'essai ou de classement de matériau au feu.

L'entrepreneur doit préparer à ses frais et suivant les indications de l'architecte, des échantillons en nombre suffisant pour lui permettre de fixer les teintes et grains définitifs des ouvrages à réaliser.

Ces échantillons sont exécutés sur place, sur des subjectiles préparés conformément aux prescriptions contractuelles, aux emplacements définis par l'architecte et sur des panneaux de grande surface.

00-2-3 3

Bruit de chantier

Une attention particulière sera demandée aux entreprises, en raison de la proximité de site occupé, et notamment afin que toutes les dispositions nécessaires soient prises pour éviter la gêne des usagers pendant la durée du chantier ; bruit, respect du droit de propriété, etc... L'ensemble des mesures qu'elle prendra devra être conforme au PGCSPS.

Dans tous les cas et avant chaque intervention pouvant entraîner des nuisances sonores, l'entreprise soumettra à la maîtrise d'œuvre ainsi qu'au coordonnateur de sécurité son programme de travaux et les moyens qu'elle envisage pour les réaliser.

Dans la mesure où les travaux bruyants ne pourraient être évités, ceux-ci devront impérativement avoir lieu pendant les heures autorisées par la loi. Ces interventions devront également être soumises à l'accord de la maîtrise d'œuvre et du coordonnateur SPS.

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entreprises, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

l'article R.1334-36 du Code de la santé publique concernant les chantiers de travaux publics ou privés, ou les travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation

l' article R. 1337-6 du Code de la santé publique, concernant " les bruits de voisinage résultant des chantiers de travaux publics ou privés " qui sanctionne les infractions suivantes :

le non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes concernant soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements
le fait de ne pas prendre les précautions suffisantes pour limiter le bruit
les comportements anormalement bruyants

les arrêtés préfectoraux et municipaux éventuels dont l'entrepreneur du présent Lot est réputé avoir pris connaissance avant le début des travaux

le décret n° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage

l'arrêté du 5 décembre 2006 relatif aux modalités de mesurage des bruits de voisinage

Les entreprises devront respecter ces textes pour les travaux pouvant être concernés.

Articles R1336-1 à R1336-11 du Code de la santé publique.

00-2-3 4

Protection des ouvrages

Les entrepreneurs seront responsables vis-à-vis du Maître d'Ouvrage des dégâts pouvant survenir, jusqu'à la réception, aux ouvrages qu'ils ont exécutés, charge à eux de prendre toutes mesures préalables pour éviter les dégâts prévisibles et de se prémunir d'une assurance ou de se retourner contre les entrepreneurs responsables dans le cadre ou non du compte prorata, sous l'arbitrage du Maître d'Oeuvre. Cette responsabilité concerne également la protection du chantier contre les venues d'eau d'origines diverses par tous les moyens appropriés : ouvrages provisoires, pompes, etc...

Réciproquement, les entrepreneurs sont responsables des dommages causés par leurs propres travaux aux ouvrages des autres corps d'état.

De ce fait, au fur et à mesure de leur réalisation ou mise en place, tous les ouvrages doivent recevoir toute protection adéquate sous la responsabilité de l'entrepreneur concerné.

Les matériaux de protection (cartonnage, film de protection...) seront enlevés en fin de chantier par l'entrepreneur et évacués en installation de stockage des déchets agréée.

Les films plastiques seront enlevés suivant prescriptions du fabricant et avant que les agents climatiques rendent leur élimination difficile.

L'entrepreneur aura à sa charge tous les remplacements qui s'avéreraient nécessaires jusqu'à la réception des bâtiments.

00-2-3 5

Prestations à la charge des entreprises

Les prestations à la charge de chaque entreprise, dans le cadre de son marché, comprendront implicitement :

- l'aménée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations du chantier
- la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché
- la réception de l'état des supports en présence du maître d'œuvre et de l'entrepreneur ayant réalisé les supports
- le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception
- la protection des ouvrages jusqu'à la réception
- l'établissement des plans de réservation et des plans de chantier
- l'établissement des plans d'exécution dans les cas où ils sont à sa charge selon le CCAP
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc... dans les conditions précisées aux documents contractuels
- la fixation par tous moyens des ouvrages
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, etc...

des ouvrages en fin de travaux et après réception

- la mise à jour, ou l'établissement, de tous les plans " comme construit " pour être remise au maître d'ouvrage à la réception des travaux
- la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux
- les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux
- le ramassage et la sortie des déchets et emballages
- le tri sélectif des emballages et des déchets et l'enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur

00-2-3 6

Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres, devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître d'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

00-2-3 7

Obligations de l'entrepreneur

L'entrepreneur restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombera de choisir les matériaux et les produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par la destination finale des locaux, dont notamment :

- la conformité à la réglementation
- les conditions hygrométriques des locaux
- la nature et le type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation
- les conditions particulières rencontrées pour le chantier
- la compatibilité des matériaux entre eux
- etc...

Pour les matériaux et les produits proposés par le maître d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères imposés par la destination finale des locaux. Dans le cas contraire, il fera par écrit au maître d'œuvre les observations qu'il jugera utiles. Le maître d'œuvre prendra alors toutes décisions à ce sujet.

00-2-3 8 **Contrôle et réception des matériaux sur chantier**

Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériaux et fournitures sur chantier avant mise en œuvre.

Pour les produits et matériaux relevant d'un Avis Technique, d'une qualification NF ou d'une certification, le contrôle se bornera à la vérification du marquage et au contrôle de l'aspect et de l'intégrité des produits.

En ce qui concerne les autres matériaux, l'entrepreneur devra justifier leur conformité.

Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra faire réaliser des prélèvements et des essais par un organisme de son choix, aux frais de l'entrepreneur.

Tous les matériaux défectueux et ceux non conformes, le cas échéant, seront immédiatement remplacés.

00-2-3 9 **Obligation de résultat**

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur sera soumis à une obligation de résultat : il devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages en complet et parfait état de finition en conformité avec la réglementation et les prescriptions du présent document, et il devra toutes les fournitures et prestations nécessaires quelles qu'elles soient pour obtenir ce résultat.

00-2-3 10 **Prix du marché**

Les prix du marché comprendront implicitement :

- la protection des ouvrages jusqu'à la réception
- l'établissement des plans d'exécution
- la protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent Lot
- la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, etc... de ses ouvrages, en fin de travaux et après réception
- la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux, ainsi que les travaux suivants :
 - le nettoyage de tous déchets et autres résultant des travaux et leur enlèvement éventuel aux décharges publiques
 - les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux
 - le ramassage et la sortie des déchets et emballages
 - le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur
 - la notice d'entretien et de maintenance des fenêtres

00-3

Réhabilitation - Prescriptions particulières concernant les travaux de réhabilitation

00-3 1

Reconnaissance des existants

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir procédé sur le site à la reconnaissance des existants avant remise de leur offre.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- l'état général des existants et leur degré de conservation
- l'état de vétusté de certains éléments existants, le cas échéant
- la nature des matériaux constituant les existants
- l'origine et la provenance des matériaux, matériels et équipements devant être remplacés pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou, au contraire, par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché
- les principes constructifs des existants et plus particulièrement les structures porteuses
- la nature et la constitution des planchers et leur flexibilité
- l'état de conservation et d'entretien des équipements techniques tels que les installations sanitaires, l'électricité et les installations de chauffage, le cas échéant

Et, en général, tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût.

S'agissant des constructions mitoyennes concernées par les travaux, les entrepreneurs sont également contractuellement réputés :

- avoir visité les lieux
- avoir pris connaissance du type, de la nature et de l'état de conservation des constructions concernées
- avoir pris connaissance des plans de ces constructions dans la mesure où ils existent pour en connaître les principes de structure ou, à défaut, avoir déterminé par tous moyens ces principes de structure
- avoir procédé à toutes les investigations qu'ils auront jugées utiles, sur ces constructions

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

En résumé, les entrepreneurs sont donc réputés avoir connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

00-3 2

Protections des ouvrages existants

Lors de toute exécution de travaux dans des ouvrages existants, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Devront particulièrement être protégés dans la mesure où ils ne sont pas à remplacer dans le cadre des travaux prévus :

- les revêtements de sol et plus particulièrement ceux en tapis textile, moquette, parquets, ainsi que ceux en marbre ou pierre, le cas échéant
- les escaliers, et plus particulièrement ceux en bois et ceux avec revêtements textiles et moquette
- les ouvrages en bois apparent, le cas échéant
- les appareils sanitaires et robinetteries

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

00-3 3

Mesures de conservation des ouvrages existants

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Elles pourront être selon le cas des planchers et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par films plastiques, des écrans anti poussières, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

Chaque entrepreneur devra mettre en place les protections nécessaires pour l'exécution de ses propres ouvrages.

Les ouvrages de protection communs seront à mettre en place par l'entrepreneur de gros œuvre ou, à défaut, par un entrepreneur principal désigné par le maître d'œuvre.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par les entreprises lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition des entreprises en début de travaux.

Dans le cas contraire, les entrepreneurs auront à leur charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

00-3 4

Mesures de conservation des abords

Les abords des bâtiments, et plus particulièrement les espaces plantés, devront être sauvegardés en leur état.

Les entrepreneurs dont les travaux nécessitent la mise en place d'échafaudages, de monte-matériaux, d'échelles, etc. devront prendre toutes dispositions pour ne pas causer de dégradations aux espaces plantés.

00-3 5

États des lieux

Le maître d'ouvrage fera établir un état des lieux des existants avant le début des travaux et à la fin des travaux.

Cet état des lieux sera établi par huissier en présence du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et des entrepreneurs concernés.

Les frais de ces états des lieux seront supportés par les entrepreneurs et portés au compte prorata.

00-3 6

Dimensions des existants

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel.

Il en est de même pour ce qui est des côtes et des dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages de leur lot.

Au moment des travaux, les entrepreneurs procéderont, sous leur seule responsabilité, à la totalité des levées de côtes qui leur sont nécessaires.

00-3 7 **Travaux de dépose et de démolition**

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc...

Les méthodes et les moyens de dépose sont laissés au choix des entrepreneurs qui devront les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

00-3 8 **Matériaux et matériels de récupération**

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et des démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par les entrepreneurs dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui leur seront indiqués en temps utile.

Les sujétions de récupération font partie du prix des marchés.

En dehors de ces matériaux récupérés et rangés, les entrepreneurs auront la liberté de récupérer tous les matériaux de leur choix, mais ils devront les évacuer du chantier en même temps que les gravais.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis aux entrepreneurs qui pourront en disposer à leur gré après enlèvement du chantier.

00-3 9 **Stockage de matériaux dans l'existant**

Aucun stockage de matériau et aucun atelier de chantier ne devront être établis sur les planchers existants.

En ce qui concerne le stockage de matériaux à court terme, qui est pour certains travaux indispensable à l'avancement normal des travaux, il appartiendra aux entrepreneurs de prendre toutes dispositions pour éviter que les planchers existants prennent une flèche si minime soit-elle.

En cas de non-respect par l'un des entrepreneurs de cette prescription, le maître d'œuvre pourra immédiatement prendre les mesures qui s'imposent, aux frais de l'entrepreneur responsable.

00-4 Prescriptions spécifique au chantier

00-4 1 Calendrier prévisionnel d'exécution

A notification du marché, chaque entreprise doit remettre, par ouvrage et sous une semaine, et dans le strict respect du calendrier prévisionnel d'exécution du marché, ses délais pour :

- Ses études
- L'approvisionnement
- La fabrication
- La mise en œuvre sur le chantier

A la réception de l'ensemble de ces éléments, le maître d'œuvre établira le calendrier détaillé d'exécution qui sera notifié aux entreprises par OS.

00-4 2 Réunions de chantier - OPC - Synthèse

Les rendez-vous de chantier de Maîtrise d'œuvre, dont le jour et l'heure sont fixés par le Maître d'œuvre, ont lieu chaque semaine. Ils ont pour objet d'assurer la direction de l'exécution des travaux, le contrôle d'exécution, la liaison entre les différents corps d'état, de contrôler le calendrier prévisionnel d'exécution, de prendre toutes les décisions importantes.

De ce fait, la présence de l'ensemble des entrepreneurs titulaires des différents lots et celles de leurs sous-traitants éventuels sont indispensables à chaque réunion et pendant tout son déroulement. Tout retard de plus d'une demi-heure sera considéré comme une absence. Les absences sont sanctionnées par une pénalité prévue au CCAP.

Le représentant de l'entreprise doit être suffisamment qualifié pour pouvoir assister à la réunion de chantier. Sa position dans l'entreprise doit lui permettre d'engager celle-ci et de prendre les décisions nécessaires en séances, ainsi que de donner des ordres au personnel présent sur le chantier. Ce représentant sera le même sur toute la durée du chantier afin de garder une cohérence du suivi des travaux tant pour l'entreprise elle-même que pour les autres acteurs de ce chantier. En cas de remplacements intempestifs et réitérés, l'entreprise sera sanctionnée sur la base d'une absence par changement de représentant (au-delà de deux remplacements). Toute décision prise en l'absence d'un représentant d'entreprise ne peut être contestée par lui.

Les décisions prises sur le chantier sont consignées sur un compte-rendu. Ce procès-verbal de réunion est établi par la personne assurant la direction du rendez-vous et adressé par mail à l'entreprise après chaque rendez-vous. L'entreprise est tenue de le réclamer au cas où elle ne l'aurait pas reçu.

Dans l'attente du reçu du document, les entrepreneurs sont censés avoir pris note des observations, remarques et ordres débattus lors du rendez-vous de telle sorte qu'aucun retard n'intervienne à l'exécution des travaux par le seul fait d'un retard de transmission dudit document. Tous les destinataires sont informés qu'ils ont un délai de huit (8) jours à dater de la réception du document pour faire éventuellement part de leur désaccord par écrit. Passé ce délai, le procès-verbal est considéré comme accepté sans réserve.

Chaque entreprise signalera en temps utile les malfaçons constatées sur les autres corps d'état portant atteinte à la qualité des travaux, faute de quoi, elle en partagera les responsabilités.

Pour permettre à l'OPC de mener à bien sa mission, chaque entreprise tiendra à jour un tableau des effectifs et présentera à chaque rendez-vous un récapitulatif des travaux à effectuer la semaine suivante.

L'entreprise fera les remarques nécessaires sur l'avance ou le retard dans les travaux, la gêne ou les empêchements qu'elle rencontrera dans l'exécution de ses ouvrages.

Les réunions OPC auront lieu le même jour en début ou fin de réunion DET. Toutefois des réunions exceptionnelles pourront être programmées par l'OPC suivant les nécessités du chantier sans que les entrepreneurs ne puissent s'en abstenir.

En plus des rendez-vous de chantier, d'OPC, de synthèse, etc... des rendez-vous exceptionnels auront lieu aux jours et aux heures fixés par les Maîtres d'Ouvrage, d'œuvre, l'OPC, le coordinateur SPS, etc...

nécessaires à la bonne marche du chantier.

Les entrepreneurs et leurs sous-traitants sont tenus d'assister à ces rendez-vous exceptionnels provoqués ou d'y déléguer un représentant ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur le champ les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.

00-4 3

Rapport amiante

Les repérages amiante avant travaux ont été réalisés par l'entreprise CDIM.

L'entreprise devra prendre connaissance de l'intégralité des rapports avant de remettre son offre.

00-4 4

DOE

Établissement d'un dossier technique pour chaque lot établi par l'entrepreneur de chaque lot, présenté sous forme de classeur(s) de couleur regroupant les documents des ouvrages exécutés en Français, pliés au format normalisé A4, avec séparations par intercalaires rigides en plastique, fiche sommaire en tête de classeur, étiquette d'identification sur la tranche du classeur.

Ces documents doivent être remis sous le format numérique suivant : Word et PDF pour les écrits et DWG et PDF pour les plans. L'ensemble doit également être accompagné de document papier en 2 exemplaires.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

Il comprend :

- Sommaire du dossier

- Inventaire (nomenclature + plans de repérage) des éléments de la construction (matériaux, produits, matériel, équipements, systèmes, procédés ...) avec pour chaque élément : la désignation, la marque, le type, les références, le numéro de série, le fabricant (avec adresse et coordonnées), le fournisseur (avec adresse et coordonnées), le dimensionnement, le nombre, le choix des coloris, le type de matériaux, le type de finition, la liste des documents fournis (avis techniques, fiches techniques, etc. ...)

- Notes de calculs et dimensionnement des ouvrages, valeurs des paramètres de réglages des installations à la mise en service

- Avis techniques

- Notices descriptives, de fonctionnement et d'entretien des divers éléments de la construction

- Notices et fiches techniques

- Fiches de données de sécurité, fiches de données environnementales

- Documents justificatifs de classement au feu des matériaux (*1)

- Attestations de conformité des installations (CONSUEL, installations gaz, ...)

- Attestations (traitement des bois, galvanisation, ...)

- Procès-verbaux d'essais et vérifications de fonctionnement des installations (COPREC) : AS (ascenseurs, ascenseurs de charges), EM(escaliers mécaniques, trottoirs roulants), PA(portes et portails automatiques pour véhicules), AT (réseaux de distribution collective de radiodiffusion), EL(installations électriques), PE(portiers électroniques), CA(conditionnement d'air), VM(ventilation mécanique), CH (chauffage), FM(fluides médicaux), PB(plomberie sanitaire), RA(réseau d'alimentation d'eau), RE(réseau d'évacuation)

- Procès-verbaux de classement ou label des différents matériaux et produits (conformité CE, marque NF, NF environnement, ecolabel, ...)

- Les divers procès-verbaux et certificats d'essais et de conformité

- Certificats de garanties des constructeurs et fournisseurs

- Les documents justificatifs permettant au maître d'ouvrage d'obtenir les Certificats d'Économies d'Énergie (C.E.E.)

- Plans et schémas (cotés et à l'échelle)

- Plans de fabrication et d'atelier, plans et schéma de montage, d'assemblage, détails de fixations, d'étanchéité, ...

- Schémas et plans des installations techniques

- Schémas et plans des installations électriques

- Plans de détail et coupes

- Vues "en éclatées" si nécessaire pour les assemblages complexes

- Localisation des organes de commandes, de réglages, d'entretien des installations, etc.

- Dossier d'Utilisation, d'Exploitation et de Maintenance (DUEM) (*2) :

- Notice de présentation et de description des systèmes, nomenclature, références des pièces de rechanges et liste des pièces de rechange de première urgence avec leurs références (pour approvisionnement)

- Manuel d'installation, notices et schémas de fonctionnement

- Notes de calculs et dimensionnement des ouvrages, valeurs des paramètres de réglages

des installations à la mise en service

Conditions d'utilisations, consignes de sécurité, avertissements

Manuel d'instructions et modes d'emploi pour l'utilisation, l'exploitation, l'entretien, la maintenance, l'état des opérations (inspections, contrôles, vérifications, interventions, ...) obligatoires et recommandées à prévoir avec leurs périodicités, le dépannage, la conduite à tenir en cas de problèmes,

Localisation des organes de commandes / de réglages / de contrôle / d'entretien des installations

Notices et modes d'emploi des organes de commande et de programmation

Certificats de démonstration et/ou support de formation à destination des utilisateurs

00-4 5

Gestion des déchets de chantier

L'élimination et la valorisation des déchets de chantier seront conformes aux normes en vigueur et aux indications du coordonnateur SPS et du PGCSPPS

Les entreprises devront le tri sélectif des déchets suivant la décomposition suivante :

Déchets inertes

Déchets non dangereux

Déchets dangereux.

Déchets inertes :

Les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas, et ne produisent aucune autre réaction physique, chimique ou biologique de nature à nuire à l'environnement ou à la santé. Il s'agit des :

- Bétons,
- Briques, tuiles et céramiques,
- Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques,
- Verre (partie vitrage uniquement),
- Matériaux bitumineux sans goudron,
- Terres et pierres (y compris déblais mais hors terre végétale).

Ce type de déchets doit être stocké dans des Installations de Stockage des Déchets Inertes (ISDI)

Déchets non dangereux :

Anciennement nommés déchets industriels banals (DIB), les déchets non dangereux sont des déchets ni inertes, ni dangereux pour l'environnement ou la santé. Il s'agit notamment de :

- Métaux et leurs alliages,
- Bois bruts ou faiblement adjuvés,
- Papiers, Cartons,
- Plâtre,
- Plastiques,
- Laines minérales,
- Peintures, vernis, colles, mastics en phase aqueuse (ne comportant pas de substances

dangereuses),

- Cartouches ne contenant pas de produits toxiques,
- Les mélanges de ces différents déchets, y compris les mélanges contenant des déchets inertes,
- Les DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) ne contenant pas de substances

dangereuses,

- Les déchets alimentaires liés à la vie sur le chantier...

Ce type de déchets doit être stocké dans des Installations de Stockage des Déchets non Dangereux (ISDnD)

Déchets dangereux :

Les déchets dangereux, anciennement nommés déchets industriels spéciaux (DIS), contiennent des substances dangereuses pour l'environnement ou la santé. Ils sont marqués d'un astérisque dans la classification des déchets. La réglementation impose un suivi rigoureux de ces déchets à l'aide de bordereaux de suivi. Il s'agit notamment de :

- Amiante friable et liée, tous matériaux amiantés,
- Aérosols,
- Accumulateurs et piles contenant des substances dangereuses,
- Bois traité avec des substances dangereuses,
- Boues de séparateur d'hydrocarbures,
- Cartouches contenant des substances dangereuses,
- Emballages souillés par des substances dangereuses,
- Produits contenant du goudron,
- Lampes à économie d'énergie,

- Les DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) contenant des substances dangereuses,
- Peintures, vernis, colles, solvants contenant des substances dangereuses,
- Pinceaux, chiffons souillés avec des produits dangereux,
- Produits absorbants pollués aux hydrocarbures,
- Transformateurs à pyralène...

Ce type de déchets doit être stocké dans des Installations de Stockage des Déchets Dangereux (ISDD)

L'entreprise responsable de la gestion des déchets devra l'établissement :

Des bordereaux de suivi des déchets établis pour la 1ère catégorie de déchets (DI) sur un document adapté, comprenant notamment le nom de la société, la date, la qualité et quantité des déchets, le nom du chauffeur, la réception sur le centre de traitement

Des bordereaux de suivi des déchets établis pour les 2 dernières catégories de déchets (DnD, DD) sur un document CERFA n° 12571 adapté.

Un registre de chantier tenu à jour mentionnant, à chaque enlèvement : la nature, le volume et le poids des déchets.

Un contrôle des destinations et des quantités volumes et poids en sortie de chantier.

Un bilan synthétique sur les résultats obtenus sous forme d'un rapport mensuel, comportant par type de déchets : la quantité des déchets, leur mode de valorisation ou d'élimination, ainsi que tous les justificatifs administratifs (autorisation de transport, bordereaux de suivi de déchets, certificats de cession ou d'enfouissement, etc.)

Limites de prestations

Chaque entreprise doit le tri et l'évacuation de ses déchets jusqu'aux bennes

L'entreprise responsable de la gestion des déchets doit assurer pendant toute la durée du chantier la rotation des bennes et la gestion administrative des déchets